

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 0005401977 / 135
Code AIOT : 0005401977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur la commune de LONGVIC et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative notamment pour les produits agro-pharmaceutiques.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 33.5.1	Demande d'action corrective	4 mois
2	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES	Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 40	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Modifications	Code de l'environnement du 12/03/2026, article R 181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE ET A LA DISTRIBUTION DE CARBURANT	Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été focalisée sur les moyens de lutte contre l'incendie présents sur la plateforme de stockage et dans l'installation de stockage et distribution de carburants.

L'exploitant vérifie et entretient régulièrement les moyens de lutte contre l'incendie, cependant certains manquements ont été relevés concernant notamment les RIA (mesure de débit, couverture des cellules par deux lances de RIA).

Par ailleurs, une modification de la cellule C5 (agrandissement de 100 m²) a été effectuée sans dépôt préalable d'un porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 33.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels
Prescription contrôlée : L'établissement est doté au moins de : <ul style="list-style-type: none">- un groupe motopompe entièrement équipé assurant, en toutes circonstances, un débit de 164 m³/h sous 8 bars de pression,- 31 R.I.A répartis dans l'entrepôt principal auxquels s'ajoutent 4 R.I.A dans le bâtiment phytosanitaire [...] de manière à ce que tout point des installations puisse être atteint par 2 jets de lance, le débit de chaque RIA est d'au moins 30 m ³ /h, <ul style="list-style-type: none">- réseau d'extinction automatique (cf. article 40),- 5 poteaux d'incendie armés normalisés, diamètre 100 mm, débit minimum unitaire 60 m³/h [...] <ul style="list-style-type: none">- réserve d'eau de 100 m³ pouvant être réalimentée par le réseau public d'incendie,- réserve d'émulseurs de 2 500 litres,- d'extincteurs répartis dans les différents locaux en fonction des risques, de manière à ce que la distance à parcourir pour les atteindre soit inférieure à 15 m [...] <ul style="list-style-type: none">- de protections individuelles (masques ou appareils respiratoires isolants) adaptées aux circonstances accidentelles sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas d'accident dans les zones phytosanitaires sans préjudice des dispositions du code du travail. Ces équipements sont disposés dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents dominants.- un dispositif, visible de jour comme de nuit par les équipes de secours, indiquant la force et la direction du vent, doit être mis en place sur le site,- des dispositifs mobiles de détection des substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie, en vue d'en localiser la présence sur le site et dans son voisinage. [...]
Constats : Il a été constaté la présence des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- Dans le local dédié, un groupe motopompe. Via le document « FICHE_CHARACTERISTIQUES_GROUPE_MOTOPOMPE » envoyé par l'exploitant le lendemain de l'inspection, il a été confirmé que le groupe motopompe fournit en toutes circonstances un débit de 164 m³/h sous 8 bars. Selon la fiche technique, le débit assuré par la motopompe atteint

jusqu'à 185 m³/h pour une pression de 8,6 bars.

- Concernant les RIA, l'exploitant dispose de 27 appareils répartis selon le plan fourni dans l'ensemble de l'entrepôt (plan mis à jour le 11/03/2026).

Non-conformité

31 RIA sont demandés dans l'arrêté préfectoral.

4 appareils RIA avec les réservoirs d'émulseurs sont bien présents sur le plan fourni par l'exploitant et vus plus en détail dans le point 2 de ce rapport (article 40).

Par sondage, sur le terrain il a été vérifié la couverture de tous les points d'une cellule avec 2 jets de lance, comme exigé. La cellule C5 (stockage 1510) a été sélectionnée pour ce test.

Lors de la manipulation d'un des 3 appareils présents dans la cellule C5, effectuée par l'exploitant, le RIA a été abîmé et n'a pas fonctionné. En effet, lors du déroulement du tuyau, la tête du RIA a touché le sol et la poignée d'actionnement de la lance s'est brisée. Selon l'exploitant, ceci est lié au vieillissement de l'appareil. Il a été vérifié qu'un autre RIA de cette cellule est équipé de la même poignée. Le troisième RIA de la cellule est fixé de façon à couvrir une direction opposée à celle choisie par l'Inspection pour le test de couverture par 2 jets de lance.

De plus, le tuyau de RIA déroulé, le plus proche, n'atteint pas l'entrée de l'agrandissement de la cellule qui a été effectué récemment (voir point 3 de ce rapport). De ce fait, la cellule agrandie ne peut pas être atteinte en tout point par la lance du RIA testé.

Non-conformité :

Il a donc été constaté que la disposition des RIA dans la cellule C5 ne permet pas de couvrir tous les points de la cellule avec 2 jets de lance. La protection de la cellule n'est donc pas suffisante. Par ailleurs, au moins un RIA de la cellule n'est pas opérationnel.

- Les débits des RIA n'ont pas pu être confirmés. L'exploitant vérifie le débit d'un seul RIA qui, selon sa position vis-à-vis du surpresseur, aurait un débit le plus faible parmi tous les appareils présents sur le site. Il s'agit du RIA n°15. L'arrêté exige un débit de 30 m³/h tandis que le débit de RIA n° 15 est estimé à environ 11 m³/h (rapport Desautel du 22/01/2026). Aucun autre débit n'est mesuré.

Non-conformité :

Le débit n'est pas conforme pour le RIA n°15 et inconnu pour les autres appareils.

- Le réseau d'extinction automatique existe bien pour les cellules phytosanitaires et a été examiné plus en détails dans le point 2 de ce rapport (article 40).

- Le rapport de contrôle de 5 poteaux d'incendie du site a été vu en inspection. Le débit minimum

unitaire a été mesuré entre 60 m³/h et 69 m³/h (rapport Dekra du 15/10/2025). Leur emplacement exact n'a pas été vérifié lors de cette inspection.

- Une réserve d'eau de 100 m³ se trouve dans le local dédié (le même que pour la motopompe).

- La présence d'une réserve des émulseurs de 4 m³ pour la défense incendie du stockage phytosanitaire, installée en juin 2025 remplaçant l'ancienne cuve de 2,5 m³, a été constatée. Le système de dosage a été adapté au nouveau réservoir.

- L'exploitant a pu justifier (via le rapport de contrôle du 20/01/2026) la présence de 94 extincteurs à eau, 21 à poudre, 28 à CO₂ et 2 extincteurs mobiles sur roues. La distance exacte entre les extincteurs n'a pas été mesurée. Il a été constaté en revanche que leur emplacement est bien affiché et visible.

- L'équipement de protection est constitué de lunettes, gants, absorbants, bottes, combinaisons et masques. Il n'y a pas d'appareils respiratoires isolants sur le site. Les employés ont pour consigne de quitter l'entrepôt en cas d'incendie et de ne pas intervenir notamment dans les cellules phytosanitaires. Les vérifications mensuelles des équipements de protection sont mises en place. Elles sont suivies via le logiciel interne Qualios.

Un seul emplacement sur le site est à ce stade identifié.

Non-conformité :

Deux différents emplacements des équipements de protection doivent être établis.

- Le site est équipé d'une manche à air indiquant la direction du vent. La visibilité de dispositif a été vérifiée, en journée uniquement.

- Le site n'est pas équipé de dispositifs mobiles de détection des substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie. En revanche, un contrat d'intervention pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux (PPE) à l'intérieur et à l'extérieur du site à la suite d'un accident a été établi suite à la modification apportée par l'arrêté ministériel du 26/05/2014 Annexe V Point i). Le PPE prévoit les matériels adéquats pour le prélèvement et les analyses des substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie. Les conditions exactes (délais d'intervention, délais d'analyses, astreinte) sont décrites dans le contrat. Les substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie ont été définies.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 40
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Les équipements de protection dont dispose l'exploitant sont, a minima, les suivants :

Cellules	Moyens de détection	Moyens d'intervention
D1, D2 D3, D4, D5	Double détection à l'aide de deux technologies différentes	Réseau d'aspersion automatique de mousse à haut foisonnement dimensionné pour un temps de noyage des cellules de 6 mn, ramené à 3 mn pour cellule D3
D6 et couloir	Détection de fumée	RIA à mousse

Toutes les détections incendie actionnent automatiquement une alarme sonore et visuelle dans le bureau d'exploitation et dans le local du gardien.

Le réseau d'aspersion automatique de chaque cellule peut être alimenté en eau par l'extérieur depuis la réserve incendie et par les sapeurs pompiers.

[...]

Constats :

Il a été constaté que les cellules phytopharmaceutiques sont équipées :

- d'un réseau d'aspersion automatique alimenté par la réserve de 100 m³ dans un local dédié (local sprinklage). Il s'agit bien d'un réseau d'aspersion avec la mousse à haut foisonnement de 260 m³/min obtenue via les générateurs en nombre variant entre 2 et 7 en fonction de la taille de la

cellule. La fiche technique 3202 OTI donne les caractéristiques suivantes pour le temps de noyage :

- 1) pour les cellules : D1, D3, D4, D5 ; 6 à 8 minutes
- 2) pour la cellule : D3 (stockage de produits inflammables) ; 4 à 6 minutes

Non-conformité :

Le temps de noyage pour la cellule D3 exigé par l'arrêté préfectoral est de 3 minutes.

- L'alarme est bien visuelle et sonore (testée lors de l'exercice PPI en 2025 et POI en 2024). Le report d'alarme est réalisé dans le siège et le bureau d'exploitation, en revanche le local du gardien n'existe pas sur le site.

- La détection incendie dans les cellules D1, D2, D3, D4, D5 est double : détection de la température et de la fumée et pour la cellule D6 et le couloir, la détection fumée est installée (attestation délivrée par Desautel le 11/03/2026).

- Les RIA à mousse sont présents dans le couloir et dans la cellule D6. Une vérification annuelle réalisée par Desautel le 29/09/2025 a bien été présentée. Suite à ce contrôle, un vase d'expansion de 24 l et un bidon d'émulseur ont été changés (bon d'intervention du 22/01/2026). En revanche, aucun justificatif de débit n'a pu être présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les mesures de débit des 4 RIA mousse et justifiera le temps de noyage pour la cellule D3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R 181-46 II

Thème(s) : Situation administrative, Modifications du site

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

<p>Constats :</p> <p>En fin d'année 2025, l'exploitant a agrandi la surface de la cellule C5 d'environ 100 m².</p> <p>Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet.</p> <p>Toutes les informations significatives et notamment la structure des murs de cellule (REI120), de la charpente et des portes doivent être signalées dans un dossier de porter à connaissance.</p> <p>Un stockage en masse, relevant de la rubrique 1510, a été constaté le jour de l'inspection dans cette cellule. L'exploitant a également installé des cabines de douche.</p> <p>L'agrandissement a été réalisé via l'ouverture d'une porte d'un local destiné précédemment au stockage de matériel à usage interne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE ET A LA DISTRIBUTION DE CARBURANT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2008, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour l'aire de distribution : 1 extincteur homologué 233 B par poste, 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle, 1 couverture spécial anti-feu, - à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs : 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle, - pour le stockage : 1 extincteur homologué 55 B. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie prescrits ci-dessus pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p> <p>Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.</p> <p>L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de</p>

provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant.

La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible à tout moment.

Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Constats :

Il a été constaté que l'installation de stockage et de distribution de carburants est équipée comme suit :

- pour l'aire de distribution : 2 extincteurs homologués 233 B (un seul est exigé par l'arrêté préfectoral) par poste, 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible, 1 couverture spéciale anti-feu

Non-conformité :

Le bac d'agent fixant ou neutralisant incombustible (sable) n'est pas suffisamment rempli. La pelle est absente de ce bac.

- à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs : 1 bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle,

- pour le stockage : 2 extincteurs homologués 233 B (l'arrêté préfectoral exige un extincteur 55 B, sachant qu'un extincteur 233 B a une capacité d'extinction environ 4 fois supérieure à un extincteur 55 B, ce remplacement n'appelle pas de remarques).

L'ensemble des équipements de lutte contre l'incendie a été vérifié le 22/01/2026.

- L'affichage des prescriptions que doit observer l'utilisateur et l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur est bien visible.

La coupure générale d'électricité est bien identifiée pour la distribution d'Oléo 100 (carburant végétal) et fioul domestique.

Observation :

Il existe encore un coffret d'une coupure générale mais il n'est pas identifié. La coupure pour la distribution de GNR et de gazole n'est pas identifiée.

- Les commandes des 3 dispositifs de coupure sont facilement accessibles.

- L'installation d'une prise de terre est bien réalisée. Elle est contrôlée par Dekra une fois par an. En revanche, les résultats sont exprimés d'une façon qui ne permet pas de conclure à une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. En effet, le rapport du 26/02/2026 mentionne une valeur « B » (mesure Rc (B/M ou m) qui n'a pas pu être expliquée par l'exploitant.

Aucune anomalie n'a été constatée lors de ce contrôle sur l'équipement électrique du stockage et distribution de carburants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter l'identification des coupures électriques et de fournir des explications sur le rapport de contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois